Tous les articles cités relèvent du Code du Travail

Qu'est-ce qu'un travailleur éloigné ?

Les travailleurs éloignés exécutent habituellement leur contrat de travail dans un département différent de celui où se trouve l'établissement qui les emploie (L 4625-1).

Qu'est-ce que cela change pour l'employeur ?

Dans cette hypothèse, l'employeur aura la faculté d'adhérer à un autre Service de Prévention et de Santé au Travail.

Le Service de Prévention et de Santé au Travail chargé du suivi des travailleurs de l'établissement est appelé Service de Prévention et de Santé au Travail PRINCIPAL (D 4625-24).

Le Service de Prévention et de Santé au Travail interentreprises chargé du suivi des travailleurs éloignés est appelé service de prévention et de santé au travail de proximité.

Quand adhérer à un Service de Prévention et de Santé au Travail de proximité ?

L'employeur peut adhérer à un ou plusieurs services de prévention et de santé au travail de proximité situés dans le département où travaillent, à titre principal, ses travailleurs éloignés.

En cas d'adhésion à plusieurs services de prévention et de santé au travail de proximité, ces derniers ne sont pas compétents sur le même secteur géographique (D 4625-25).

Cette adhésion à un service de prévention et de santé au travail de proximité peut se faire (D 4625-26) :

- 1° Soit parce que l'affectation de ces travailleurs éloignés en dehors de l'établissement qui les emploie est suffisamment durable.
- 2° Soit parce que ces travailleurs éloignés ne se rendent pas habituellement au sein de l'établissement qui les emploie.

Quelle formalité préalable à l'adhésion pour l'entreprise ?

L'employeur doit informer et consulter le comité social et économique sur le recours à un ou plusieurs services de prévention et de santé au travail de proximité pour la surveillance médicale de ses travailleurs éloignés (D 4625-27).

Quelles démarches pour adhérer à un service de prévention et de santé au travail de proximité ?

Lors de son adhésion, l'employeur communique au service de prévention et de santé au travail de proximité les informations suivantes (D 4625-28) :

- La liste des travailleurs concernés, dont ceux relevant d'un suivi individuel renforcé.
- L'adresse du site ou des sites à suivre.
- La fiche d'entreprise.
- Les coordonnées du service de prévention et de santé au travail principal, des médecins du travail et des professionnels de santé compétents.

Information du service de prévention et de santé au travail principal

Le service de prévention et de santé au travail principal est informé, par l'employeur, dans le délai d'un mois après son adhésion au service de prévention et de santé au travail de proximité (D 4625-29) :

- Des coordonnées du service de prévention et de santé au travail de proximité.
- Du nom et des coordonnées des médecins du travail et des professionnels de santé compétents.
- De la liste des travailleurs suivis par le service de prévention et de santé au travail de proximité, dont ceux relevant d'un suivi individuel renforcé.

L'échange d'informations, documents et rapports

Le médecin du travail du service de prévention et de santé au travail principal et le médecin du travail du service de prévention et de santé au travail de proximité échangent les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission (D 4625-30).

Le rapport annuel propre à l'entreprise (plus de 300 salariés ou sur demande du CSE), est élaboré par le médecin du travail du service de prévention et de santé au travail principal. Ce rapport tient compte des informations communiquées par les médecins du travail de chacun des services de prévention et de santé au travail de proximité compétents pour le suivi des travailleurs éloignés (D 4625-31).

La fiche d'entreprise est complétée, le cas échéant, par les informations communiquées par le médecin du travail qui anime et coordonne l'équipe pluridisciplinaire de chacun des services de prévention et de santé au travail de proximité compétents pour le suivi des travailleurs éloignés (D 4625-32).

Le DMST

Le médecin du travail du service de prévention et de santé au travail de proximité constitue, complète et conserve le dossier médical en santé au travail (D 4625-33).

Quelle compétence en cas de contestation des avis médicaux ?

En cas de contestation d'un avis émis par le médecin du travail, le recours est adressé au conseil de prud'hommes dans le ressort duquel se trouve l'établissement qui emploie le salarié (D 4625-34).

Le médecin Inspecteur du Travail saisi par le conseil de prud'hommes d'une consultation relative à la contestation est celui dont la compétence géographique couvre le service de prévention et de santé au travail de proximité.